



Amar Thioune  
Expert Consultant  
développement international

L'exemple français de la  
coopération décentralisée,  
des opportunités  
d'investissement pour les  
PME/PMI.

Forum investissement en  
Afrique

Nice, 06 septembre 2013

# Contexte

- Processus de décentralisation, la structuration progressive des pouvoirs locaux
- Un cadre juridique (loi Thiollière, loi Oudin Santini)
- Évolution rapide (12 000 projets dans 141 pays par près de 5 000 collectivités territoriales françaises de tous niveaux. 230 millions d'euros les dépenses à l'international des collectivités territoriales, l'Aide Publique au Développement (APD) représentant plus de 115 millions); source AFCCRE

[www.ineditforce.com](http://www.ineditforce.com)



# la démarche française

- Une nouvelle stratégie: Rapport Laignel, 40 propositions : « mettre en lumière les domaines de l'action publique sur lesquelles l'action extérieure des collectivités territoriales pourrait s'exercer, en particulier dans le domaine économique dans un esprit de soutien à nos PME et en matière de développement durable »)
- Des dispositifs : « ambassadeurs pour les régions » (6 février 2013) pour mise en place du « plan d'action pour la diplomatie économique ». Selon le MAE, les ambassadeurs pour les régions auront pour mission d'assurer le lien entre le MAE, le Conseil régional et les entreprises).
- Des appels à projets au fil de l'eau
- Développement des fonds conjoints
- De outils et des instruments : AFD, PCPA, UBIFRANCE

« L'idée est simple : faciliter le rapprochement de trois acteurs triangle: entreprises des territoires, les collectivités locales en particulier les régions, et le Quai d'Orsay »

[www.ineditforce.com](http://www.ineditforce.com)



# Le paradoxe africain

- Un environnement peu sûr
- Un continent qui subit les difficultés à transférer une partie de l'épargne occidentale en Afrique.
- Des monnaies faibles qui favorisent une économie plus locale tournée vers le développement des territoires et l'innovation
- Attractivité des territoires/un avenir radieux 70 à 80% des enquêtés
- De nouvelles formes d'alliances dans le cadre des coopérations décentralisées
- Un marché en croissance exponentiel

[www.ineditforce.com](http://www.ineditforce.com)



# Les capitaux divers et des ressources propres à capter

- l'aide au développement (5 à 6% du PIB),
- le solde budgétaire positif des Etats,
- les transferts financiers de la diaspora (3 à 4%),
- les investissements étrangers directs (IED, entre 25 et 30 milliards d'euros),
- les investissements en portefeuille (IP en baisse de 5 à 2%),
- les transferts de profits.

[www.ineditforce.com](http://www.ineditforce.com)



# Vers un développement durable

- Une orientation vers d'autres logiques : sociale, éthique, environnementale, de développement (formation du capital fixe, emplois, choix technologiques, relations avec les concurrents, externalités limitées), de gouvernance.
- Recul de la logique financière et développement d'un investissement éthique et socialement responsable pour contrer les effets de la polarisation due à des infrastructures pauvres, un savoir qualifié concentré sur certains territoires et des conditions de vie défavorable.
- Les PME et PMI qui ne se contentent pas du court terme comme les multinationales et les grands groupes qui sont dans un rapport immédiat entre l'investissement et le bénéfice : une rentabilité immédiate.

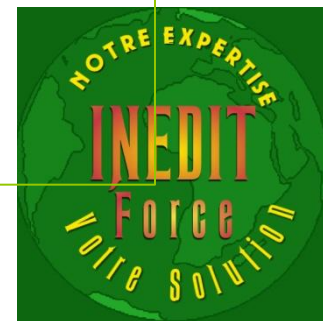
[www.ineditforce.com](http://www.ineditforce.com)



# Un cadre sécurisant

- Permet le partage efficace de l'information sur l'environnement des affaires et la mise à disposition d'informations fiables, et disponibles en temps réel,
- atténue la concurrence et la compétition entre les différentes catégories d'acteurs économiques,
- Permet le développement d'AGR qui sont des leviers pour une augmentation et une diffusion du pouvoir d'achat favorisant l'épargne, l'investissement et des emplois décents,
- Permet de minimiser les effets induits et les externalités négatives (qui ont un impact négatif notamment sur les emplois et les salaires),
- Permet d'anticiper la régulation des investissements par l'Etat
- Protège de la dérégulation, qui freine les investissements dans les capacités productives et dans l'industrie,
- Renforce l'attractivité des investisseurs vers l'Afrique,
- Offre un cadre juridique et réglementaire

[www.ineditforce.com](http://www.ineditforce.com)



# Des secteurs à fort potentiel

Des choix judicieux et Il faut investir dans des activités non délocalisables et profiter de l'évolution positive du système informel:

- développement touristique (Maroc),
- activités de services,
- services publics de base (santé, eau, énergie, éducation),
- les infrastructures,
- les biens de consommation,
- et dans l'agro-industrie, l'agro-alimentaire

[www.ineditforce.com](http://www.ineditforce.com)





# Des exemples

- Maroc

Le tourisme: un secteur devenu très favorable à l'investissement

- Burundi et le Sénégal

Un fort programme de développement agricole

- Economie de la connaissance

Rocare(1989 à Freetown, Sierra Leone). Le ROCARE gère un large éventail de programmes et de projets dans ses dix sept pays membres ( dix pays francophones : le Bénin, le Burkina Faso, le Congo, la Côte d'Ivoire, la Guinée, le Mali, le Niger, la République centrafricaine, le Sénégal et le Togo ; deux pays bilingues : le Cameroun et la Mauritanie ; un pays lusophone : la Guinée Bissau ; et quatre pays anglophones : la Gambie, le Ghana, le Nigeria et la Sierra Leone

- Aides à l'investissement

PAISD (Sénégal), Algérie, Maroc

[www.ineditforce.com](http://www.ineditforce.com)



# Conclusion

Aujourd'hui, la coopération décentralisée est au tournant de 30 ans d'expériences et elle fait aujourd'hui l'objet de nouvelles attentes de la part

- des Pays en Développement :

- besoins en termes de maîtrise de la croissance, d'outils, de renforcement de la gouvernance et de capacités,

- des Bailleurs de Fonds

- soucieux d'améliorer l'efficacité et la durabilité de leurs investissements mais aussi conscients de l'intérêt de la Coopération Décentralisée (contexte de décentralisation)

- et enfin de la part des collectivités locales

- de plus en plus soucieuses de relations équilibrées multi-acteurs, générant des retours sur leurs propres territoires (Société civile / Universités / Acteurs économiques / ...).
- Approche d'intelligence économique

[www.ineditforce.com](http://www.ineditforce.com)

